deboeck SUPÉRIEUR

Les lieux et les liens de proximité : les Varos d'Istanbul et les banlieues parisiennes

Mustafa Poyraz

Dans Pensée plurielle 2007/2 (n° 15), pages 139 à 150
Éditions De Boeck Supérieur

ISSN 1376-0963
ISBN 2804154448
DOI 10.3917/pp.015.0139

Article disponible en ligne à l'adresse
https://www.cairn.info/revue-pensee-plurielle-2007-2-page-139.htm

CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.
La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

© De Boeck Supérieur | Téléchargé le 09/01/2024 sur www.cairn.info (IP: 195.175.203.2)

Les lieux et les liens de proximité : les Varos[1] d'Istanbul et les banlieues parisiennes

MUSTAFA POYRAZ[2]

Résumé : Les Varos d'Istanbul s'inscrivent dans un réseau de continuité urbain où l'enchaînement des espaces commerçants et des lieux de rencontre informels jouent un rôle fondamental pour la création permanente des liens, aussi bien entre le centre et la périphérie qu'entre les individus habitant dans un même secteur. En revanche, les quartiers sensibles de la région parisienne sont marqués par la rupture et par l'absence de lieux de contacts et de rencontres informels. Cela fait l'objet de multiples démarches institutionnelles volontaires visant à compenser la faiblesse provenant de l'absence ou de l'insuffisance des lieux de rencontre. L'article tente de comparer ces deux contextes socio-historiques différents.

Mots clés : rupture, lieu de rencontre, proximité, intervention publique, Varos, banlieue, solidarité.

Dans cet article, en nous appuyant sur les expériences des quartiers d'Istanbul et de la région parisienne, nous proposons de nous interroger sur la construction de différentes formes de lieux de rencontre et leur impact sur les liens de proximité. L'analyse va porter, d'une part, sur le rôle des lieux de rencontre et d'activités créés à l'initiative des pouvoirs publics (les équipements socioculturels

[1] Ce terme commence à être utilisé dans les années 1990 pour désigner certains quartiers cumulant les effets négatifs de l'urbanisation massive et extraordinairement rapide. Il souligne les phénomènes liés à la proximité des grandes villes où la pauvreté apparaît sous forme d'abandon. Le désespoir, la pauvreté et la rupture s'enchevêtrent pour construire un espace d'enfermement et d'exclusion. Avec cette appellation, on sort de la problématique de la question sociale dominée par la lutte des classes et on s'approprie la problématique de l'exclusion.

[2] Mustafa Poyraz, sociologue, docteur en sociologie, enseignant à l'université d'Évry et membre du labo GEPECS à Université de Paris 5.

© De Boeck Supérieur | Téléchargé le 09/01/2024 sur www.cairn.info (IP: 195.175.203.2)

de proximité) et, d'autre part, sur celui des espaces de proximité relevant uniquement de l'initiative des habitants (les cafés, les commerces de proximité).

L'argumentation repose sur deux recherches menées de manière presque autonome depuis au moins cinq ans dans les périphéries d'Istanbul et de Paris. En région parisienne, nous avons privilégié plusieurs quartiers d'habitat social marqués par la révolte urbaine. Notamment, la ville de Clichy-sous-Bois, un quartier de Montfermeil (les Bosquets), un quartier d'Évry (les Pyramides) et les grands ensembles de Massy constituent notre terrain de recherche en région parisienne. Notre point de départ est constitué par les équipements socioculturels de quartier. Les entretiens effectués auprès des animateurs travaillant dans ces quartiers et auprès des jeunes et des enfants des cités, d'une part, et les observations de terrain pendant au moins deux ans, d'autre part, nous fournissent les données sur lesquelles repose cette recherche.

La seconde partie de cette recherche consacrée aux quartiers populaires d'Istanbul est beaucoup plus récente et incomplète. Depuis environ trois ans, nous menons une enquête de terrain basée essentiellement sur l'observation et des conversations dans les quartiers de Bagcilar, Güngören et Esenler. La réalisation de plusieurs entretiens auprès des habitants de Varos et des représentants associatifs vient renforcer ces observations. Étant donné que le système d'animation socioculturelle n'est pas développé en Turquie, il était impossible de prendre comme point de départ les dispositifs publics pour pouvoir mener nos investigations. Nous avons concentré nos observations auprès des cafés et des commerçants de quartier qui constituent un socle essentiel dans la construction des réseaux sociaux de proximité.

La particularité des quartiers populaires d'Istanbul provient du fait que la densité des commerces et des cafés introduit un espace de liaison pertinent entre les différents espaces urbains. En d'autres termes, la continuité de la ville est assurée par l'enchaînement des espaces commerçants et, à son tour, celle-ci assure la création permanente des liens, aussi bien entre le centre et la périphérie qu'entre les individus habitant dans un même secteur. En revanche, les grands ensembles de la région parisienne sont marqués par la rupture et par l'absence de lieux de contacts et de rencontres informels. Cependant, nous observons dans les banlieues françaises une autre pratique marquée par la volonté des pouvoirs publics de compenser la faiblesse provenant de l'absence ou de l'insuffisance des lieux de rencontre par les interventions volontaires. À partir de ces deux pratiques impliquant de multiples acteurs et différents types d'enjeux, nous nous interrogeons sur la pertinence des initiatives émanant des pouvoirs publics et sur la possibilité d'articulation de ces deux champs respectifs pour maintenir ou pour développer les liens sociaux de proximité.

1. Les Varos d'Istanbul : une concentration urbaine désordonnée et dense

Les nouveaux quartiers d'Istanbul se construisent et deviennent de grandes entités urbaines avec quelques centaines de milliers d'habitants, essentiellement dans les années 1970 et 1980. Le développement de l'industrie et

© De Boeck Supérieur | Téléchargé le 09/01/2024 sur www.cairn.info (IP: 195.175.203.2)

la concentration des activités économiques rendent la ville d'Istanbul de plus en plus attirante aux yeux des paysans d'Anatolie. Ainsi, des centaines de milliers de familles s'installent, s'approprient, transforment le paysage traditionnel d'Istanbul, décrit par Orhan Pamuk (Pamuk, 2005). La ville est encerclée par les quartiers fabriqués uniquement par des gens provenant des milieux ruraux. Le lieu de naissance de 62,7 % d'Istanbuliotes se situe en dehors d'Istanbul, seuls 37,3 % d'habitants sont nés dans cette ville (Bulaç, 2006). La construction de ces quartiers se fait dans un désordre total. Les nouveaux arrivants s'installent souvent auprès de membres des familles déjà installées et construisent à leur tour un habitat avec l'aide de leur entourage. Une des spécificités des quartiers d'Istanbul est le fait que la construction d'habitats ne se fait pas par une voie légale et selon les normes urbanistiques élaborées par les architectes. Les terrains sur lesquels les maisons surgissent n'appartiennent même pas à leurs futurs propriétaires. Souvent, il suffisait d'une nuit pour la construction d'un quartier tout entier où quelques milliers d'habitants s'installaient définitivement. On les appelle d'ailleurs « gecekondu » (conçu la nuit)[3]. Ces nouvelles villes s'implantaient plus souvent autour des secteurs industriels. Dans cette « urbanisation désurbanisante », comme le souligne Henri Lefebvre (Lefebvre, 1968), l'initiative individuelle et l'initiative communautaire se complétaient de façon efficace. Dans ce processus entièrement désordonné et informel, on voyait apparaître les commerces et les cafés comme des éléments d'équilibre et de stabilité.

Ces nouveaux quartiers évitaient leur isolement par les liens politiques et syndicaux qu'ils maintenaient avec la ville. D'ailleurs, la recrudescence de mouvements syndicaux et politiques constituait un facteur intégrateur vital pour ces nouveaux ouvriers issus de la campagne. Durant cette période, des milliers d'ouvriers et jeunes de ces quartiers populaires sont devenus des militants politiques de gauche et d'extrême gauche. D'un côté, les commerces et les cafés et, de l'autre, les associations militantes constituaient un vivier pour lier ces quartiers à la ville et pour créer un espace public de solidarité dépassant l'approche communautaire. Ainsi, les quartiers populaires d'Istanbul étaient devenus les réservoirs de vote pour les partis de gauche. Les liens de proximité marqués au départ par une solidarité communautaire glissaient progressivement vers un espace de solidarité politique. Les conséquences sociales de la concentration extrêmement rapide des pauvres dans les « gecekondu » ont suscité une nouvelle forme de réaction politique radicale. Cette forte présence de contrôle politique dans les quartiers populaires, malgré les conditions de vie difficiles, arrivait à canaliser les éléments potentiellement déviants vers une contestation politique. D'où la maîtrise de la délinquance et la violence urbaine qu'on connaît aujourd'hui.

L'arrivée du coup d'État militaire en 1980 et le changement de politique économique ont donné une autre tournure à cet équilibre urbain fragile. D'une part, l'élément central de cohésion (les réseaux militants de solidarité) a été mis « hors-jeu » par la force et, d'autre part, une nouvelle politique économi-

[3] Selon le vice-président de l'Union des associations d'architectes, chaque jour, 78 nouvelles constructions illégales voient le jour à Istanbul. Il souligne que la part des constructions illégales représente 70 % de la totalité des habitats dans cette ville (*Cumhuriyet*, 16 août 2000).

© De Boeck Supérieur | Téléchargé le 09/01/2024 sur www.cairn.info (IP: 195.175.203.2)

que basée sur l'ouverture au marché mondial a été mise en place[4]. Le développement des villes, en particulier la ville d'Istanbul, poursuit son chemin dans le désordre ; le nombre d'arrivants ne diminue guerre, au contraire, au début des années 1990, le flux migratoire s'intensifie. Nombre de spécialistes confirment le fait que l'exode forcé des villages et de villes entières génère un flux migratoire aux caractéristiques différentes. Auparavant, chaque arrivant trouvait un minimum d'espace d'accueil par l'intermédiaire de ses proches. En même temps, celui-ci gardait des liens très forts avec ses autres proches ou parents. Autrement dit, il avait deux points d'appui pour inaugurer une nouvelle vie, en ville. De son côté, l'exode forcé[5] a créé un vide subséquent, a révélé une précarité totale rendant impossible une saine appréhension du présent et a suscité un désespoir pour l'avenir pour une population de plusieurs centaines de milliers de personnes, rien qu'à la périphérie d'Istanbul. On est réellement dans une situation de désaffiliation, dans le sens défini par R. Castel.

L'analyse portant sur ces quartiers démontre que l'implantation géographique suit la logique du cercle, selon l'ordre d'arrivée. Ainsi, les nouveaux arrivants cherchent une place à la périphérie du premier cercle. La tolérance vis-à-vis de la construction illégale de logements, pendant un certain laps de temps, était un facteur décisif pour s'accrocher à la ville. Depuis les années 1990, cette option est devenue presque impossible. Cela signifie que des dizaines de milliers de familles se trouvent dans un espace urbain improvisé, sans pouvoir disposer d'aucune protection ni d'aucune aide. Ces nouveaux arrivants constituent le dernier maillon de la pauvreté tournante (Sen, 2007). De nombreuses données démontrent que cette dernière vague d'immigration imposée, constituant une sorte d'exil collectif, a profondément déséquilibré les tissus urbains déjà fragilisés (Bozkulak, 2005). Le développement des activités délinquantes ainsi que la violence urbaine depuis une dizaine d'années se nourrissent, en grande partie, de ce phénomène de pauvreté non maîtrisé.

1.1. La question de la représentation et la transformation des formes de solidarité dans les années 1980

L'intensité du processus d'urbanisation reste constante depuis les années 1960. La ville d'Istanbul accueille chaque année presque l'équivalent d'une ville de 300 000 habitants. D'après le maire d'Istanbul, ces cinq dernières années, la ville a reçu 1 320 000 nouveaux habitants[6]. Depuis 1990, le nombre d'habitants passe de 7 309 000 à 12 000 000 (Bulaç, 2006). Pour avoir une idée plus précise, il suffit de rappeler que le nombre d'habitants a été multiplié par quatre en

[4] Ce changement radical va marquer à jamais le rapport entre la solidarité collective et l'intérêt individuel dans la société turque. On voit apparaître un lien complexe entre l'honneur traditionnel et le pouvoir de l'argent. Ce qui est évident, c'est le fait que la société turque découvre le monde de l'entreprise et rentre dans une logique de conquête économique.

[5] Il s'agit d'une immigration forcée liée aux conflits densifiés entre l'État turc et les mouvements kurdes au début des années 1990, qui concernent au moins trois millions d'habitants, selon les spécialistes. Une bonne partie de cette population s'installe dans les quartiers les plus pauvres d'Istanbul.

[6] *Toplum postasi*, Londres, 30 novembre 2006.

© De Boeck Supérieur | Téléchargé le 09/01/2024 sur www.cairn.info (IP: 195.175.203.2)

un quart de siècle, alors que celui-ci est resté stable[7] durant des siècles. Et cela se réalise dans une situation non déterminée. D'une part, le développement économique permet de créer tant bien que mal des emplois pour absorber ces nouveaux ouvriers et, d'autre part, ceux qui sont installés depuis plus longtemps jouent un rôle important pour adoucir la brutalité des conditions de vie dans la première phase d'arrivée des nouveaux immigrés. Les liens se tissent d'abord autour des familles et des ex-villageois. Ensuite, les usines et les quartiers deviennent l'espace usuel de solidarité. L'implantation des militants de gauche et des syndicats, de manière massive, ouvre ces espaces vers l'univers politique. Ainsi, les quartiers populaires inventent une vie quotidienne originale et acceptable. On constate de fait une coexistence et un enchevêtrement d'attitudes communautaires propres à la société traditionnelle avec des attitudes modernes et ouvertes vers l'extérieur.

Les liens et la solidarité de proximité s'organisent dans les cafés et les associations de quartiers entièrement politisés. Les relations avec le centre ville sont assurées par les nombreux militants politiques et syndicaux mobilisés en permanence. Défendre la cause de la classe ouvrière devient une source identitaire permettant de se détacher des rapports forts façonnés par la communauté traditionnelle. C'est un pas très important pour l'instauration des liens citadins et pour l'affaiblissement des liens communautaires. On remarque une compensation des liens familiaux et communautaires par les liens politiques et citoyens[8]. Il ne faut pas oublier que cela s'inscrit dans un contexte où la protection sociale est quasiment inexistante. Durant cette période, les rapports étroits établis entre le monde ouvrier et les militants politiques de gauche provenant des universités et par la suite des lycées, permettent aux nombreux jeunes ouvriers de devenir militants et les quartiers populaires deviennent ainsi un terrain d'expérimentation politique. Certes, ces espaces créent une autre forme de violence centrée sur les conflits politiques, mais épargne la ville de la violence aveugle développée par la suite.

La construction des quartiers s'effectue dans ce climat politique conflictuel. Dans de nombreux cas, les habitants ont occupé les terrains de façon illégale et construit leur habitat dans un contexte tendu. Plusieurs fois, les conflits se sont soldés par la mort de plusieurs personnes. Les militants politiques de gauche ont participé et, dans certains cas, organisé ces actions avec les habitants, malgré une pression forte et permanente de l'État. Ces rapports conflictuels marquent sur une longue durée ces espaces de proximité. L'appropriation des quartiers par ces nouveaux habitants, selon la manière forte et du fait de la participation active à la vie de la cité, laisse des traces impérissables dans la société turque (Aslan, 2004). L'écrasement des forces de gauche par le pouvoir militaire crée un vide irrémédiable dans les rapports de proximité, soutenus en grande

[7] Istanbul est une des plus grandes villes du monde avec un million d'habitants au seizième siècle. La ville comptait au début du XX[e] siècle environ le même nombre ; en 1955, celui-ci dépasse légèrement un million cinq cent mille habitants.

[8] Dans les années 1960 et 1970, la gauche a joué un rôle primordial pour l'affaiblissement des idées nationalistes et religieuses au sein de la population. Le retour de la religion et du nationalisme de manière forte constitue une menace considérable pour l'évolution démocratique en Turquie dans le sens où le raisonnement intellectuel risque de s'enfermer dans un espace déterminé par une idéologie aveuglante.

© De Boeck Supérieur | Téléchargé le 09/01/2024 sur www.cairn.info (IP: 195.175.203.2)

partie par les militants politiques. Le vide créé par l'éradication de l'espace politique déstabilise l'équilibre fragile des relations au sein des quartiers pauvres et rompt les liaisons politiques entre les espaces de proximité et le centre urbain.

Au fur et à mesure, la logique de solidarité développée par les mouvements islamistes s'introduit dans les espaces de proximité. Durant les années 1980, ceux-ci récupèrent presque la totalité des quartiers populaires avec un discours marqué par la tradition et par la religion, les mosquées redevenant des espaces de solidarité privilégiée. Le quartier de Sultanbeyli constitue un exemple idéal pour décrire l'emprise idéologique de l'Islam sur les nouveaux pauvres installés à la périphérie d'Istanbul (Isik et Pinarcioglu, 2001). D'un côté, l'influence politique et idéologique de mouvements islamistes s'impose auprès des classes populaires et, de l'autre, la restructuration économique orientée vers la mondialisation rend le terrain propice à la dissolution de l'esprit de solidarité qui était la base de la cohésion entre les classes populaires. Nous sommes aujourd'hui dans une situation encore plus complexe. La société turque est en train d'inventer un compromis entre les rapports extrêmement individualisés, pour ne pas dire individualistes et les rapports traditionnels imprégnés par la religion. L'envie de devenir riche par le commerce provoque un excès impressionnant d'individualisme chez les gens marqués initialement et de manière forte par la logique de la tradition de solidarité. Ce processus crée de nouveau un espace où les plus faibles ne peuvent plus profiter des vertus de différents types de solidarités informelles constituant un socle de socialisation, à proprement parler, crucial.

2. La multiplication des associations d'ex- villageois appréhendée comme un élément d'équilibre dans les espaces de proximité

L'influence de la gauche stimulait, d'une part, une dynamique de solidarité ayant des fonctions très fortes d'inclusion et, d'autre part, une ouverture vers le monde extérieur. La rupture provoquée par l'écrasement de la gauche signifie aussi le retour à la tradition. « Quand il n'y a plus de futur et que le présent est malade, il reste le passé » (Castoriadis, 1996). C'est dans ce contexte que la recherche des liens entre les ex-villageois commence à se développer sous une forme associative.

La multiplication des associations d'ex-villageois ne signifie pas uniquement le développement de la solidarité entre un groupe de personnes issues de la même tradition, elle constitue aussi un élément important pour la cohésion sociale dans l'espace urbain. En dehors de cet aspect lié à la solidarité, les associations d'ex-villageois s'inscrivent dans un univers social plus large. Les associations d'ex-villageois ont vu le jour au sein de cette population issue de la campagne. Selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, en 2001, le nombre d'associations réunissant des individus originaires d'un même village était de 2 332 [9]. La même source indique que, depuis une dizaine d'années, l'émergence de ces associations a pris une dimension considérable (leur nombre a été multiplié par cinq). Une autre source indique qu'aujourd'hui à Istanbul, il

[9] Ulas Bayraktar, *Toplumbilim*, n° 17, 2003.

© De Boeck Supérieur | Téléchargé le 09/01/2024 sur www.cairn.info (IP: 195.175.203.2)

existe plus de 10 000 associations d'ex-villageois couvrant le territoire d'Istanbul (Zengin, 2006) [10].

D'un premier point de vue, le fait d'être ensemble au sein d'une association n'est pas caractérisé uniquement par l'appartenance à un territoire ou à un passé commun ni à l'adhésion à un imaginaire collectif, puisque le vécu de chacun s'inscrit différemment dans le paysage social et, d'un autre point de vue, la rencontre de diverses expériences forgées dans des espaces différents ne débouchera pas sur le retour de formes de communautarisme classique. Dans cette configuration, nous sommes dans le dépassement de la logique de la solidarité traditionnelle, voire dans une expérience nouvelle qui inclut à la fois la solidarité de proximité et celle de dimension internationale. On constate à travers l'expérience de ces associations une démonstration d'attachement à un territoire et à un passé commun sans pour autant avoir une projection commune dans le futur.

3. Les cafés : un lieu de rencontres de proximité stabilisant

Les quartiers populaires d'Istanbul ont créé leur propre centralité, leur propre mobilité à travers la densité des commerces et des lieux de rencontres. Le développement des commerces de proximité n'est pas une volonté institutionnelle, il s'agit d'un phénomène urbain fabriqué à partir des initiatives individuelles. Certes, les rues ne sont pas construites de façon rationnelle, mais elles sont vivantes et remplies par le mouvement des individus, ce qui leur procure un charme à part. À ce propos, un architecte italien renommé, Massimiliano Fuksas, après avoir visité l'un des quartiers (Bagcilar) faisant également partie de notre terrain de recherche, précise que ces quartiers sont certes désordonnés mais qu'ils ont une âme, qu'ils ne sont pas morts. (Milliyet, 2005). Les maisons de trois, quatre ou cinq étages s'enchaînent sans interruption ; la distance entre deux appartements est presque inexistante, on assiste d'ailleurs souvent à des discussions entre deux fenêtres ou des balcons. La construction massive a supprimé tous les espaces indispensables pour respirer, excepté les rues. La vie quotidienne s'organise autour de deux axes dominants : le premier est la densité des liens de voisinage entre les habitants, notamment entre les femmes. Cela se traduit par une forte présence des femmes dans l'espace familial, lequel constitue encore un cadre de vie contrôlé et maîtrisé pour les enfants jusqu'à un certain âge. Selon une étude réalisée en 1993, 51 % des femmes interrogées confirment l'importance vitale des liens de voisinage (Gökçe, 1993). Le deuxième axe est la forte présence des cafés et leur fonction de lieu de rencontre et de loisirs pour les adultes. En 2000, le nombre des cafés se situait autour de 28 500 sur le territoire d'Istanbul (Demirkaya, 2000) [11]. C'est un lieu de passage quotidien pour la plupart des hommes, où de multiples échanges

[10] Selon Sema Erder, la plupart des villageois ont créé leur propre association sur la base de leur appartenance commune à un territoire commun. *Istanbul'a bir kent kondu Umraniye*, Iletisim yayinlari, Istanbul, 1996. Par exemple, les habitants issus de la ville de Sivas ont créé environ six cents associations à Istanbul (Sahin, 2004).

[11] La même source cite 450 000 cafés concernant toutes les villes de Turquie.

© De Boeck Supérieur | Téléchargé le 09/01/2024 sur www.cairn.info (IP: 195.175.203.2)

s'effectuent, y compris politiques. Ces lieux font partie du quotidien du public depuis le XVI[e] siècle, aussi bien à la campagne qu'en ville (Kömeçoglu, 2001). Les cafés constituent un réseau relationnel informel pertinent (Kiray, 1998) où la solidarité, les loisirs et des échanges s'entrecroisent dans un contexte de liberté. Ces lieux procurent des éléments d'équilibre indispensables pour l'existence des individus en ville. Le développement des cafés Internet renforce ce réseau des cafés et des commerces de proximité. Ce tissu relationnel procure un espace de protection et de contrôle pour les enfants et les jeunes des quartiers populaires.

Les commerces de proximité absorbent également une partie des enfants et des jeunes en leur procurant un espace de travail. Mais l'absence de lieux de loisirs et sportifs apparaît comme un élément majeur pour expliquer la profondeur de la problématique de la jeunesse. Le développement de la violence urbaine sous forme de racket et d'agressions depuis quelques années constitue un signe très inquiétant. Le nombre d'enfants et de jeunes vivant dans la rue augmente ; c'est un phénomène nouveau en Turquie. L'apparition de groupes organisés de racketteurs est devenue un sujet marquant pour les habitants d'Istanbul.

Pour le moment, cette question n'est pas abordée de façon sérieuse par les pouvoirs publics turcs. Mises à part les mesures sécuritaires, il est difficile de constater la présence d'initiatives à la hauteur de la problématique. Cela est valable aussi bien pour l'organisation des temps de loisirs que pour le suivi des enfants et des jeunes en difficulté scolaire et sociale. Cependant, certaines associations d'ex-villageois, les maisons du peuple et les centres de société (Toplum Merkezi) développent des initiatives intéressantes sans pour autant être soutenues suffisamment par les pouvoirs politiques.

2. Les quartiers en région parisienne

Les nombreuses études portant sur les quartiers populaires démontrent que l'enclavement des zones d'habitation et la concentration de la pauvreté dans ces espaces coupés de la ville caractérisent la spécificité des espaces de proximité en France. Ces espaces sont qualifiés par les sociologues de « quartiers d'exil » (Dubet et Didier Lapeyronnie, 1992), de quartiers de « relégation » (Delarue) ou de « ghettos français » (Maurin, 2004).

Le phénomène des « grands ensembles » est inscrit dans l'espace politique et social de manière durable depuis le début des années 1980. L'articulation de la pauvreté et l'immigration dans ces mêmes quartiers a accentué leur isolement et leur stigmatisation. L'éclatement régulier des émeutes urbaines dans ces lieux attire l'attention de toute une société et extériorise le malaise social existant. Les tentatives de mise en place des dispositifs particuliers pour construire des liaisons solides avec ces espaces enclavés ont échoué. Devant l'ampleur du phénomène, les pouvoirs publics abandonnent l'idée d'améliorer ces quartiers et privilégient la démolition de ceux-ci afin de reconstruire avec d'autres habitants. Parallèlement, depuis plus d'une dizaine d'années, l'opinion publique française est façonnée par la peur de ces cités sensibles.

© De Boeck Supérieur | Téléchargé le 09/01/2024 sur www.cairn.info (IP: 195.175.203.2)

Dans notre recherche, nous avons privilégié l'analyse des espaces de rencontre constituant un socle pour la création des liens sociaux de proximité. Les quartiers de Clichy-sous-Bois, les grands ensembles de Massy et le quartier des Pyramides d'Évry constituent le cadre de notre réflexion. La pratique quotidienne des enfants et des jeunes de ces quartiers d'habitat social et l'offre d'espaces de loisirs et de pratiques culturelles de la part des pouvoirs publics locaux nous préoccupent particulièrement.

Lorsqu'on regarde de près la pratique quotidienne des enfants et des jeunes de ces cités, on constate un « décrochage » par rapport au fonctionnement « normal » de la société. Celle-ci ne s'inscrit pas dans un réseau de relations formé selon les normes de la société actuelle ; elle se déroule plutôt dans un espace non investi par le monde adulte, à savoir les espaces communs des cités (les cages d'escaliers, les caves, etc.). Certes, l'école et la famille sont toujours présentes dans la vie des enfants et des jeunes, mais la rue constitue de plus en plus un espace de socialisation puissant et incontrôlable. Dans les milieux plus aisés, la rue est remplacée ou concurrencée par les activités de loisirs et par les jeux disponibles à l'intérieur de la maison. L'accompagnement de l'enfant par le monde adulte est permanent ; l'acquisition des normes s'effectue dans un espace organisé et cadré.

L'intervention des pouvoirs publics vise à créer des espaces de loisirs et d'activités afin de « normaliser » la vie quotidienne de ces enfants et jeunes. D'où la multiplication du nombre d'animateurs socioculturels dans ces lieux. Étant donné que le nombre d'enfants et de jeunes est extrêmement élevé par rapport à d'autres milieux [12] et tenant compte de l'absence d'autres lieux d'accueil et de rencontres, la présence d'un équipement socioculturel est loin de constituer une force d'intervention proportionnée par rapport à la gravité de la situation. Par exemple, un centre social situé entre un quartier difficile de Clichy-sous-Bois et celui des Bosquets de Montfermeil, unique lieu d'accueil et d'activité localement disponible, tente d'encadrer des centaines d'enfants et de jeunes qui ne sont quasiment animés d'aucune préoccupation particulière, tout en ne disposant que d'une capacité d'accueil d'environ cent enfants. En dehors de ce temps passé dans un cadre organisé, les enfants et les jeunes continuent à inscrire leur temps libre dans des espaces informels et non cadrés. Dans ces conditions, l'influence des grands frères devient incontestable. Parfois, en suivant les débats, nous avons l'impression que les acteurs de la ville agissent et transforment le quotidien des habitants ; sur le terrain, on découvre leur impuissance face à l'ampleur des problèmes. L'hirondelle ne fait pas le printemps… dans un lieu déserté et désigné comme infréquentable, la présence d'un seul centre d'activités pour jeunes ne saurait être suffisant pour renverser la situation. La multiplication de ces lieux peut plus aisément y remédier, mais à condition que la logique d'intervention change également. Ces lieux ne s'inscrivent pas dans un tissu relationnel plus large, ils s'essoufflent à promouvoir un espace favorable pour la création des liens sociaux.

Les entretiens effectués auprès des professionnels et des habitants démontrent que la logique d'intervention est déviée vers une approche consistant

[12] Par exemple, à Clichy-sous-Bois, les classes d'âge des moins de 25 ans représentent plus de 50 % de la population.

© De Boeck Supérieur | Téléchargé le 09/01/2024 sur www.cairn.info (IP: 195.175.203.2)

à maintenir une situation donnée en trouvant des éléments d'équilibre au sein d'un même espace enclavé. D'où l'embauche d'animateurs issus de quartiers populaires, majoritairement issus de l'immigration. Les études effectuées auprès des équipements de quartier démontrent que le nombre d'animateurs issus de l'immigration constitue plus de 80 % des effectifs dans les zones sensibles (Poyraz, 2003). Dans certains cas, ce taux atteint 100 %. Cela signifie que les liens de proximité se reproduisent dans un espace clos sans aucune ouverture significative sur le monde extérieur. Les politiques menées depuis un quart de siècle sous l'appellation de « politique de la ville » démontrent que les pouvoirs publics basent leur mode d'intervention sur la gestion de l'existant, celui-ci étant profondément marqué par la pauvreté et l'exclusion. Il nous semble que les émeutes des jeunes ne sont que des tentatives désespérées pour ouvrir une fenêtre afin de sortir de cet isolement étouffant et destructeur. La réflexion se concentre plutôt sur la gestion de ces espaces d'exclusion et non sur leur disparition.

3. Deux histoires, deux pratiques

La comparaison de ces deux contextes socio-historiques différents (les quartiers d'Istanbul et ceux de la région parisienne) nous permet d'identifier la particularité de chacun concernant le tissage des liens de proximité. En nous appuyant sur les observations effectuées dans ces deux espaces urbains, nous pourrons dégager plusieurs caractéristiques propres à chacune des ces deux situations.

Le premier point concerne la continuité urbaine. Alors que les quartiers populaires d'Istanbul s'enchaînent les uns après les autres comme un cercle ininterrompu [13], les grands ensembles de la région parisienne sont construits dans des espaces complètement séparés de Paris. Cette particularité marque les lieux de proximité de ces deux villes dès le début puisque les quartiers d'Istanbul se sont construits progressivement, maison par maison, par les habitants eux-mêmes, tandis que les lieux de proximité près de Paris ont été construits de façon brutale et massive par les promoteurs. Dans ce deuxième cas, il s'agit d'une démarche artificielle de « production de l'espace », comme le souligne Henri Lefebvre (Lefebvre, 2000), contrairement aux quartiers d'Istanbul, établis à partir d'une logique d'appropriation des lieux d'habitation. Cela joue incontestablement sur la construction des liens de proximité.

Le deuxième point porte sur les commerces de proximité et les liens qui se créent autours de ceux-ci. Dès le début, les quartiers d'Istanbul développent un réseau de commerces très dense. L'énigme de ces lieux se trouve aussi dans ce nombre excessif de commerces de proximité. Pour donner une idée plus précise, il suffit de souligner la présence de 500 000 vendeurs de rue à Istanbul (Pérouse, 2007). À l'inverse, les grands ensembles de la région parisienne sont des lieux construits pour satisfaire à une demande de logements, non comme des lieux polyvalents destinés à étayer des projets de vie. La présence très limitée des commerces ne suffit pas pour construire un espace public où les individus peuvent s'enrichir en termes relationnels, avec l'apport des autres. La logique

[13] Ce constat ne doit pas dissimuler le phénomène de séparation des espaces selon l'appartenance à des milieux sociaux différents. Nous mettons l'accent uniquement sur l'enchaînement urbain incluant la diversité et la séparation dans une entité.

© De Boeck Supérieur | Téléchargé le 09/01/2024 sur www.cairn.info (IP: 195.175.203.2)

de la rationalité urbaine prévoyant la séparation des espaces sociaux fonctionne bien dans ce deuxième schéma. À l'inverse, dans les quartiers populaires d'Istanbul, la présence de nombreux cafés constitue un élément important pour la création des liens de proximité. Malgré l'absence de lieux naturels comme des espaces verts, des parcs, etc., les réseaux locaux de relations fonctionnent efficacement.

Le troisième point concerne les interventions sociales des pouvoirs publics locaux ou de l'État pour réguler les liens sociaux de proximité. Les quartiers de la région parisienne font l'objet de multiples interventions à l'initiative des institutions publiques, alors que les lieux de proximité d'Istanbul fonctionnent en dehors des politiques spécifiques destinées à ces lieux [14]. Il suffit de rappeler le développement de la politique de la ville depuis le début des années 1980 et la multiplication des acteurs sociaux travaillant uniquement pour renforcer les liens de proximité dans les quartiers populaires.

Le quatrième aspect est lié aux rapports à la politique. Tous les spécialistes confirment la profondeur d'une rupture depuis les années 1980 entre les quartiers populaires et les partis politiques [15]. Par contre, dans les quartiers d'Istanbul, on constate une mobilisation plus forte des habitants autour des partis politiques. Notamment, lors des élections municipales et l'élection du maire de quartier (Muhtar) [16], on constate une mobilisation très active. Les militants des partis politiques possèdent des réseaux non négligeables.

Le cinquième point est lié au développement du phénomène de la violence urbaine selon des degrés d'intensité différents, selon qu'il s'agit de lieux de proximités de Paris ou d'Istanbul. Il nous semble que, dans le cas de la région parisienne, l'immobilité urbaine et la captivité (claustration) représentent un facteur important pour expliquer ce phénomène. Les quartiers d'Istanbul souffrent de l'absence d'interventions des pouvoirs publics. Les rapports de proximité ne suffisent plus pour assurer l'équilibre des espaces urbains. Il faut une présence institutionnelle pour pallier les initiatives existantes. Cela est notamment nécessaire pour créer des espaces de loisirs et d'activités pour les enfants et les jeunes, car les rapports informels n'arrivent plus à juguler les carences provenant du déficit des lieux de socialisation amenés à se substituer à la rue et à ses loyautés.

Mustafa POYRAZ
Sociologue
GEPECS / Université de Paris 5 et d'Évry
Tél. : 06 87 09 79 44
14 rue George Sand
Bat. C 11

[14] L'absence d'une politique sociale protégeant la population pauvre encourage le développement de la misère, toutes sortes de violences urbaines et des initiatives mafieuses au sein des Varos.

[15] Après les émeutes de 2005, les quartiers sensibles de la région parisienne sont devenus un enjeu majeur dans le débat politique. Les élections présidentielles ont confirmé cette tendance.

[16] Muhtar est un élu sur un territoire restreint qui a un positionnement très proche vis-à-vis des habitants. Il n'est pas élu municipal, c'est un élu de quartier. C'est un relais de proximité entre les habitants et les institutions.

© De Boeck Supérieur | Téléchargé le 09/01/2024 sur www.cairn.info (IP: 195.175.203.2)

Bibliographie

ASLAN Sükrü (2004). *1 Mayis mahallesi. 1980 öncesi toplumsal mücadeleler ve kent*, Istanbul, Iletisim yayinlari.

BAYRAKTAR Ulas (2003). *Toplumbilim*, n° 17.

BOZKULAK Serpil (2005). « Gecekondudan Varos'a Gülsuyu mahallesi », *in* Hatice KURTULUS (coord.), *Istanbul'da kentsel ayrisma*, Istanbul, Baglam Yayincilik, p. 239-266.

BULAC Ali (2006). « Küresel vizyonun sehri Istanbul », *Kentim Istanbul*, Istanbul büyüksehir belediyesi, 30 kasim.

CASTEL Robert (1995). *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard.

CASTORIADIS Cornelius (1996). *La montée de l'insignifiance*, Paris, Le Seuil.

DELI Fadime et Jean-François PEROUSE, (2002). *Migrations internes vers Istanbul : discours, sources et quelques réalités*, Le dossier de l'IFEA, Série : La Turquie d'aujourd'hui, n° 9.

DUBET François et Didier LAPEYRONNIE (1992). *Les quartiers d'exil*, Paris, Le Seuil.

ERDER Sema (1996). *Istanbul'a bir kent kondu Umraniye*, Iletisim yayinlari, Istanbul, 1996.

GÜMÜSOGLU Firdevs (coord.) (2001). *21. Yüzyil karsisinda kent ve insan*, Baglam yayinlari, Arastirma dizisi.

ISIK Oguz, PINARCIOGLU M. Melih (2001). *Nöbetlese yoksulluk. Sultanbeyli örnegi*, Istanbul, Iletisim yayinlari.

KIRAY Mubeccel B. (1998). *Degisen toplum yapisi*, Istanbul, Baglam yayinlari.

KURTULUS Hatice (2005). *Istanbul'da kentsel ayrisma*, Istanbul, Baglam yayinlari.

LEFEBVRE Henri (2000). *La production de l'espace*, Paris, Anthropos.

LEFEBVRE Henri (1968). *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos.

MILLIYET, 10 juillet 2005.

MUARIN Éric (2004). *Le ghetto français*, Paris, Le Seuil et La République des idées.

PAMUK Orhan (2003). *Istanbul. Hatiralar ve sehir*, Istanbul, Yapi kredi yayinlari.

PEROUSE Jean-François (2007). « Istanbul entre Paris et Dubaï : mise en conformité "internationale", nettoyage et résistances », i*n* Isabelle Berry-Chikhaoui, Deboulet Agnès et Laurence Roulleau-Berger, Paris, La Découverte.

POYRAZ Mustafa (2003). *Espaces de proximité et animation socioculturelle*, Paris, L'Harmattan.

POYRAZ Mustafa (éd.) (2003). *Les interventions sociales de proximité*, Paris, L'Harmattan.

SAHIN Haluk, *Radikal*, 29 mai 20004.

SEN Mustafa (2007). « Kökene dayali dayanasma –yardimlasma : "zor is" », *in* Necmi Erdogan (coord.), *Yoksulluk halleri*, Iletisim yayinlari, Istanbul, p. 249-292.

T.C BASBAKANLIK KADIN VE SOSYAL HIZMETLER MÜSTESARLIGI (1993). *Gecekondularda ailelerarasi geleneksel dayanismanin çagdas organisasyonlara dönüsumü*, Ankara.

ZENGIN H. Salih (2006). *Zaman gazetesi*, 20 août.

© De Boeck Supérieur | Téléchargé le 09/01/2024 sur www.cairn.info (IP: 195.175.203.2)